

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur à date de sa signature.

**Art. 3.** Le Ministre flamand qui a le grandir dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 13 novembre 2020.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,  
J. JAMBON

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté,  
W. BEKE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/16294]

**1<sup>er</sup> DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 59 relatif aux diverses dispositions prises, dans le cadre du plan rebond COVID-19 en recherche, en matière de formation professionnelle, en vertu de l'article 138 de la Constitution**

#### Rapport au Gouvernement

La crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne.

Au-delà de l'impact sur la santé, cette crise sanitaire continue d'avoir un impact économique et social important, en Wallonie, qui touche, avant tout, nos concitoyens les plus fragilisés. C'est pourquoi, il est essentiel de prendre des mesures visant à en limiter les répercussions négatives sur les bénéficiaires et acteurs de la formation professionnelle, de garantir les droits travailleurs, des allocataires sociaux et des employeurs, et d'assurer que les politiques publiques en matière de formation professionnelle puissent produire leurs effets. Il s'agit également de prendre en compte les dimensions d'égalité des chances et des droits des femmes, déjà sous-représentées dans les bénéficiaires des aides à la formation.

Les dispositifs et services visés par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux répondent à des besoins sociaux et sociétaux essentiels, notamment en vue du développement des compétences augmentant les chances d'insertion socioprofessionnelle des travailleur-euse-s fragilisé-e-s, déjà lourdement impacté-e-s par la crise.

L'arrêté de pouvoirs spéciaux porte plusieurs mesures spécifiques concernant la formation professionnelle afin de limiter l'impact de la crise sanitaire du COVID-19 et d'en réduire les effets. Les mesures adoptées sont prises pour favoriser l'insertion des chercheurs d'emploi davantage encore fragilisés par la crise, soutenir les initiatives permettant de poursuivre l'offre de services à nos concitoyens et garantir le maintien des droits des employeurs, travailleurs et allocataires sociaux.

En vertu du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation urgente qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave.

L'urgence des dispositions prises est justifiée par le fait que celles-ci visent à répondre aux besoins auxquels les citoyens, les entreprises, les travailleurs, les demandeurs d'emploi et les allocataires sont aujourd'hui confrontés en raison de la crise sanitaire et des décisions prises, notamment par le comité de concertation, en vue d'endiguer la propagation du COVID-19. Elles sont indispensables afin de garantir le respect de leurs droits et d'assurer que les objectifs poursuivis par les dispositifs publics relatifs à la formation professionnelle ne seront pas mis en péril.

Il convient donc d'adopter cet arrêté de pouvoirs spéciaux dans les délais les plus brefs afin que les mesures qu'il contient sortent pleinement leurs effets et se conforment aux temporalités de la crise sanitaire.

Le projet d'arrêté se compose de 14 articles et est structuré en 7 sections :

#### *Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales (art. 1 et 2)*

L'article 1<sup>er</sup> n'appelle pas de commentaire.

L'article 2 reprend une disposition générale précisant que toute subvention prévue par le présent arrêté ne peut pas être supérieure aux coûts effectivement supportés par son bénéficiaire.

#### *Section 2. — Mesures relatives au contrat de formation professionnelle*

L'article 3 prévoit que les formations en présentiel qui ont été interrompues en raison des mesures visant à endiguer la propagation de l'épidémie de COVID-19 sont remplacées par des formations à distance lorsque la formation le permet.

Lorsque la formation ne peut être donnée à distance, l'article 3 prévoit la suspension des contrats de formation professionnelle relatifs aux formations interrompues en raison de la crise du COVID-19 et interdit leur résiliation durant la période du 19 octobre 2020 au 31 mars 2021. Cette disposition est rendue nécessaire par le fait que l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle, d'une part, ne permet pas de considérer la situation que nous rencontrons comme une cause de suspension du contrat de formation professionnelle et, d'autre part, car le contrat est, en principe, résilié automatiquement après 28 jours de suspension.

L'article 4 vise quant à lui le cas où la formation en présentiel peut être menée mais pas selon les régimes de formation usuellement applicables. Dans ce cas, les heures non-dispensées en raison des adaptations de la formation résultant des mesures de sécurité sanitaire sont remplacées, dans la mesure du possible, par des heures de formation à distance. A défaut, l'exécution du contrat de formation professionnelle est suspendue pour les heures qui n'ont pu être dispensées en présentiel ni remplacées par des heures de formation à distance.

Enfin, l'article 5 adapte les modalités de conclusion de contrats de formation professionnelle en permettant la conclusion du contrat de formation à distance afin de prendre en compte les perturbations créées par la crise sanitaire dans la gestion des contrats de formation professionnelle.

*Section 3. — Mesures relatives à la formation professionnelle individuelle*

L'article 6 adapte les modalités de conclusion des contrats de formation-insertion (PFI) dans le cadre d'une formation professionnelle individuelle réalisée au sein d'une entreprise en permettant sa conclusion à distance afin de prendre en compte les perturbations créées par la crise sanitaire dans la gestion des contrats de formation insertion.

L'article 7 organise la suspension de l'exécution des formations professionnelles individuelles et prévoit la prolongation automatique et sans formalité des contrats de formation insertion.

L'article 8 permet, entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 31 décembre 2020, l'octroi, via le FOREm, d'une prime mensuelle au stagiaire dont le contrat de formation-insertion est suspendu.

Il détermine la manière dont la prime mensuelle est calculée. Elle correspond à 70% du montant de la prime due en vertu du contrat de formation-insertion conclu par le stagiaire. La prime est versée par le FOREm sans intervention financière de l'employeur.

*Section 4. — Mesure relative aux centres d'insertion socioprofessionnelle*

Le subventionnement des centres d'insertion socioprofessionnelle dépend du nombre d'heures de formation agréées et effectivement réalisées. Les mesures adoptées pour lutter contre l'épidémie ont eu inévitablement pour effet de réduire le nombre d'heures de formation pouvant être effectuées.

L'article 9 prévoit que les CISP sont réputés avoir réalisé 100 % des heures de formation agréées pour l'année 2020. Il permet d'éviter une diminution de la subvention des CISP alors que leurs charges et coûts sont restés majoritairement incompressibles.

*Section 5. — Mesures relatives au plan mobilisateur des technologies de l'information et la communication*

Le subventionnement des opérateurs PMTIC dépend du nombre d'heures de formation pour lequel un financement a été octroyé et de leurs prestations effectives. Les mesures adoptées pour lutter contre l'épidémie a eu inévitablement pour effet de réduire le nombre d'heures de formation pouvant être effectuées.

L'article 10 prévoit que les opérateurs PMTIC bénéficient d'une subvention correspondant au nombre d'heures de formation octroyées, indépendamment de leur réalisation effective. Il permet d'éviter une diminution de la subvention des opérateurs PMTIC alors que leurs charges et coûts sont restés majoritairement incompressibles.

L'article 11 définit le montant versé par heure de formation octroyée mais non dispensée par les opérateurs PMTIC.

*Section 6. — Mesures relatives aux chèques-formation*

L'article 12 prévoit que les formations agréées dans le cadre du dispositif des chèques-formation peuvent être dispensées à distance afin de tenir compte du fait que les formations ont dû être adaptées en raison de la crise sanitaire COVID-19.

L'article 13 prévoit que la durée de validité des chèques-formation qui couvre la période située entre le 1<sup>er</sup> novembre 2020 et le 31 mars 2021, est automatiquement prolongée pour une période de 3 mois.

*Section 7. — Dispositions finales*

L'article 14 n'appelle pas de commentaire particulier.

**Conseil d'État n° 68.299/2****Section de législation****Deuxième chambre**

La demande d'avis introduite le 16 novembre 2020 par la Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes de la Région wallonne sur un projet sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° ... 'relatif aux diverses dispositions prises, dans le cadre du plan rebond COVID-19, en matière de formation professionnelle, en vertu de l'article 138 de la Constitution', a été rayée du rôle le 23 novembre 2020, conformément à l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.

**1<sup>er</sup> DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 59 relatif aux diverses dispositions prises, dans le cadre du plan rebond COVID-19, en matière de formation professionnelle, en vertu de l'article 138 de la Constitution**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, article 2 ;

Vu le décret du 10 avril 2003 relatif à la formation des travailleurs occupés par les entreprises ;

Vu le décret 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication ;

Vu le décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle ;

Vu le décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle ;

Vu l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif à la formation des travailleurs occupés par les entreprises ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 portant exécution du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 novembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 novembre 2020 ;

Vu le rapport du 13 novembre 2020, établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 5 jours, adressée au Conseil d'État le 16 novembre 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence ;

Considérant l'évolution de la crise sanitaire du COVID-19 et les mesures adoptées par les différents niveaux de pouvoir et, notamment, celles adoptées à l'issue de comité de concertation du 30 octobre 2020, afin d'en limiter la propagation ;

Considérant l'impact profond de cette crise et des mesures nécessaires pour lutter contre l'épidémie de COVID-19, notamment sur les politiques wallonnes en matière de formation professionnelle ;

Considérant que la crise est de nature à mettre en péril les secteurs et dispositifs publics en matière de formation professionnelle, ainsi que les objectifs qu'ils visent à rencontrer ;

Considérant que les mesures prévues sont indispensables afin de garantir l'emploi dans ce secteur et le maintien des prestations sociales qui résultent de ces dispositifs ;

Considérant qu'il convient, afin d'assurer le principe de continuité des services publics, d'aménager les modalités d'organisation des services publics en charge des dispositifs relevant des politiques de la formation professionnelle, tout en assurant le respect des droits de leurs bénéficiaires ;

Considérant qu'il convient d'immuniser les subventions octroyées et d'assurer le respect des droits des bénéficiaires prévus dans le cadre des dispositifs relevant des politiques de la formation professionnelle afin d'annihiler les conséquences inévitables de l'épidémie de COVID-19, tout en excluant tout effet d'aubaine pouvant en résulter ;

Considérant l'arrêt des formations professionnelles à la suite de l'évolution de l'épidémie de COVID-19 ;

Qu'il convient, au regard des mesures actuellement imposées en raison de la crise sanitaire, de dispenser les formations à distance lorsque cela est envisageable et de suspendre l'exécution du contrat de formation professionnelle lorsque cela n'est pas possible ;

Que, en conséquence, il convient de protéger les droits des bénéficiaires qui suivent une formation professionnelle et d'adapter les règles applicables à la suspension des contrats de formation professionnelle ;

Considérant que lorsque les activités de formation professionnelle en présentiel pourront redémarrer, leur organisation restera perturbée et devra être ajustée afin de prendre en compte les mesures d'hygiène qui seront nécessairement d'application ;

Considérant qu'il convient également d'assouplir les modalités applicables à la conclusion des contrats de formation professionnelle qui restent autorisées, notamment pour répondre aux besoins de main-d'œuvre dans les secteurs essentiels ;

Qu'il en va de même des contrats PFI ;

Considérant l'interruption de nombreux contrats PFI en raison de la crise sanitaire et la nécessité d'en suspendre l'exécution tout en prolongeant la durée du contrat PFI d'une durée équivalente à sa période de suspension ;

Considérant l'impact financier de la suspension sur les stagiaires et, notamment, sur des publics fragilisés déjà fortement impactés par la crise sanitaire ;

Considérant les conséquences de la crise sur les activités menées par les centres d'insertion socioprofessionnelle et les opérateurs PMTIC et la nécessité d'immuniser leurs subventions dès lors qu'ils supportent des coûts majoritairement incompressibles ;

Considérant les effets de la crise sanitaire sur l'organisation et le déroulement des formations et, par conséquent, sur le dispositif des chèques formation ;

Considérant l'urgence de la mise en œuvre de ces mesures afin d'atteindre l'objectif qui leur est assigné et que tout retard dans leur adoption est de nature à en réduire l'effet ;

Sur proposition de la Ministre de la Formation, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes ;

Après délibération,

Arrête :

#### *Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle en vertu de l'article 138 de la Constitution une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté et pour chacune des dispositions prises en matière de subventionnement, le montant de la subvention ne peut pas être supérieur au coût effectivement supporté par le bénéficiaire, pour ce qui est subventionné.

#### *Section 2. — Mesures relatives au contrat de formation professionnelle*

**Art. 3.** Lorsque les formations, couvertes par un contrat de formation professionnelle au sens de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle, ne peuvent, en raison de la crise sanitaire COVID-19, être dispensées en présentiel, elles sont dispensées à distance lorsque la formation concernée le permet.

Lorsque, en raison de la crise sanitaire Covid-19, la formation ne peut être dispensée ni en présentiel ni à distance, l'exécution du contrat de formation professionnelle est suspendue, pour toute la période de suspension de la formation, entre le 19 octobre et le 31 mars 2021.

Par dérogation à l'article 19, alinéa 3, du même arrêté, le contrat de formation professionnelle, dont l'exécution est suspendue en application de l'alinéa 2, ne peut être résilié.

**Art. 4.** Lorsqu'une formation professionnelle couverte par un contrat de formation professionnelle peut être menée en présentiel sans pouvoir être dispensée selon le régime hebdomadaire usuellement applicable à la formation professionnelle concernée, à la suite des aménagements résultant de l'application des règles sanitaires édictées dans le cadre de la crise COVID-19, les heures de formation non dispensées sont remplacées, dans les limites des moyens disponibles, par des heures de formation à distance répondant aux besoins du stagiaire en termes d'acquisition de compétences.

Lorsque les heures de formation non dispensées, visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ne peuvent pas être remplacées par une formation à distance, l'exécution du contrat de formation professionnelle est suspendue durant les heures concernées.

Les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 s'appliquent à toute formation, couverte par un contrat de formation professionnelle, au sens de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle, qui est dispensée entre le 19 octobre 2020 et le 31 mars 2021.

**Art. 5.** Par dérogation à l'article 15 de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle, jusqu'au 31 mars 2021, le contrat de formation professionnelle peut être conclu, en tout ou en partie, à distance, au moyen d'une carte d'identité électronique.

Si le contrat ne peut être conclu à distance selon les modalités prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup>, jusqu'au 31 mars 2021, chacune des parties communique son accord par courrier électronique. Tous les accords communiqués par courrier électronique valent signature.

Par dérogation à l'article 13 de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle, pour la formation suivie entre le 19 octobre 2020 et le 31 mars 2021, si le contrat ne peut être conclu à distance en raison des mesures prises dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19, il peut être conclu avec effet rétroactif.

Lorsque le contrat est conclu avec effet rétroactif, les avantages octroyés en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle, pour la période de formation visée à l'alinéa 2, sont calculés, en vue de leur liquidation, à partir de la date de début de la formation.

### Section 3. — Mesures relatives à la formation professionnelle individuelle

**Art. 6.** Pour l'application de l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, entre le 1<sup>er</sup> novembre 2020 et le 31 mars 2021, le contrat de formation peut être conclu, en tout ou en partie, à distance, au moyen d'une carte d'identité électronique.

Si le contrat ne peut être conclu à distance selon les modalités prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup>, entre le 1<sup>er</sup> novembre 2020 et le 31 mars 2021, chacune des parties communique son accord par courrier électronique. Tous les accords communiqués par courrier électronique valent signature.

**Art. 7.** Par dérogation à l'article 6, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, toute suspension, en raison de la crise sanitaire COVID-19, de l'exécution du contrat formation-insertion en cours entre le 19 octobre 2020 et 31 mars 2021 entraîne une prolongation automatique de la durée initiale de la formation-insertion d'une durée équivalente aux périodes de suspension.

En cas de suspension de l'exécution du contrat formation-insertion visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'employeur informe le FOREm, dans les meilleurs délais, de la date de début et de fin de la suspension.

La suspension de l'exécution du contrat formation-insertion visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> prend fin au plus tard le 31 mars 2021.

La prolongation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est automatique et n'implique pas la conclusion d'un avenant au contrat formation-insertion dont l'exécution a été suspendue.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup> Par dérogation à l'article 6 du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, bénéficie d'une prime mensuelle, le stagiaire dont l'exécution du contrat de formation-insertion a été suspendue en application de l'article 7.

§ 2. La prime visée au § 1<sup>er</sup> est octroyée pour la période se situant entre le 1<sup>er</sup> novembre 2020 et le 31 décembre 2020, et dans les limites de la durée de la suspension du contrat de formation-insertion.

§ 3. Le montant de la prime mensuelle visée au § 1<sup>er</sup> est calculé comme suit :

$$a \times (b/c) \times 70\% ;$$

où :

- « a » est égal au montant mensuel de la prime visée à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du même arrêté, calculée le jour qui précède la suspension du contrat de formation-insertion ;

- « b » est égal au nombre de jours du mois visé, durant lesquels le contrat de formation-insertion n'a pas été exécuté en raison de sa suspension ;

- « c » est égal au nombre de jours de prestation mensuelle, tel que fixé en vertu du contrat de formation-insertion en vigueur le jour qui précède sa suspension.

Pour le calcul de « a », le FOREm tient compte du montant journalier des allocations, revenus ou indemnités, visé à l'article 6, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du même décret et à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1 à 3, du même arrêté, connu la veille de l'événement visé au § 1<sup>er</sup>.

§ 4. Le FOREm verse la prime mensuelle visée au § 1<sup>er</sup> sans intervention financière de l'employeur.

### Section 4. — Mesure relative aux centres d'insertion socioprofessionnelle

**Art. 9.** Par dérogation à l'article 17, § 5, du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle et à l'article 33 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 portant exécution du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, le centre d'insertion socioprofessionnelle est, pour l'année 2020, irréfragablement réputé avoir réalisé 100 % des heures de formation agréées.

*Section 5. — Mesures relatives au plan mobilisateur des technologies de l'information et la communication*

**Art. 10.** Pour l'application de l'article 10, § 1<sup>er</sup>, du décret du 3 février 2005 relatif au plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, pour l'année 2020, l'opérateur de formation est irréfragablement réputé avoir dispensé un nombre d'heures de formation équivalant au nombre d'heures de formation octroyées pour l'année 2020, en ce compris les heures supplémentaires octroyées.

**Art. 11.** Pour l'application de l'article 10, le montant de la subvention de l'heure de formation octroyée mais non prestée est égal à 7,50 euros.

*Section 6. — Mesures relatives aux chèques-formation*

**Art. 12.** Par dérogation à l'article 6 à l'arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif à la formation des travailleurs occupés par les entreprises, les formations préalablement agréées par le Gouvernement peuvent être dispensées à distance jusqu'au 30 juin 2021.

**Art. 13.** La durée de validité des chèques-formation dont la date de validité couvre la période située entre le 1<sup>er</sup> octobre 2020 et le 31 mars 2021 est prolongée automatiquement pour une durée de trois mois.

*Section 7. — Dispositions finales*

**Art. 14.** La Ministre qui a la Formation professionnelle dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1<sup>er</sup> décembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,  
de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/16294]

**1 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 59 betreffende verschillende bepalingen die in het kader van het "plan rebond COVID-19" zijn genomen inzake beroepsopleiding, krachtens artikel 138 van de Grondwet**

Verslag aan de Regering

Ontwerp van besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 59 betreffende verschillende bepalingen die in het kader van het "plan rebond COVID-19" zijn genomen inzake beroepsopleiding, krachtens artikel 138 van de Grondwet

De buitengewone gezondheids crisis in verband met COVID-19 die heden België treft en de huidige en komende regels, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, zijn van dien aard dat ze iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen.

Naast de impact op de gezondheid heeft deze gezondheids crisis nog steeds een belangrijke economische en sociale impact in Wallonië, die vooral onze meest kwetsbare burgers treft. Het is dan ook noodzakelijk om maatregelen te nemen die ertoe strekken, de impact ervan op de begunstigten en actoren van de beroepsopleiding in te perken, de rechten te vrijwaren van de werkgevers, de werknemers en de sociale steungerechtigden en ervoor te zorgen dat het beleid inzake beroepsopleiding uitwerking kan hebben. Er dient ook rekening te worden gehouden met de dimensie van gelijke kansen en rechten van vrouwen, die reeds ondervertegenwoordigd zijn onder de begunstigten van de opleidingssteun.

De bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten beoogde regelingen en diensten beantwoorden aan essentiële sociale en maatschappelijke behoeften en/of bieden werkgelegenheid, met name met het oog op de ontwikkeling van vaardigheden die de kansen op socio-professionele inschakeling van kwetsbare werknemers, die reeds zwaar door de crisis zijn getroffen, vergroten.

Het besluit houdende bijzondere machten heeft betrekking op meerdere specifieke maatregelen op het vlak van beroepsopleiding om de impact van de gezondheids crisis COVID-19 te beperken en de gevolgen van af te zwakken. De aangenomen maatregelen worden genomen om te zorgen voor een vlottere inschakeling van werkzoekenden, die nog harder door de crisis worden getroffen, de initiatieven te ondersteunen die de voortzetting van het dienstverleningsaanbod aan onze medeburgers mogelijk te maken en het behoud van de rechten van de werkgevers, de werknemers en de sociale steungerechtigden te vrijwaren.

Krachtens het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet is de Regering bevoegd om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere dringende, problematische toestand te voorkomen en aan te pakken in het strikte kader van de COVID-19-pandemie en haar gevolgen, en die op straffe van ernstig gevaar behandeld moet worden.

Het dringend karakter van de genomen bepalingen wordt verantwoord door het feit dat genoemde bepalingen ertoe strekken, in te gaan op de noden waarmee de burgers, de ondernemingen, de werknemers, de werkzoekende en de steungerechtigden heen geconfronteerd worden wegens de gezondheids crisis en de, met name door het overlegcomité, genomen maatregelen met het oog op het indijken van de verspreiding van COVID-19. Zij zijn onontbeerlijk om de inachtneming te vrijwaren van hun rechten en ervoor te zorgen dat de doelstellingen nagestreefd door de regelingen van de overheid in verband met beroepsopleiding niet in gevaar worden gebracht.

Dat besluit van bijzondere machten moet dus zo spoedig mogelijk aangenomen worden zodat de daarin vervatte maatregelen volkomen gevolg hebben en de tijdsgebonden doelstellingen in acht worden genomen.

Het ontwerp- besluit bestaat uit 14 artikelen en is structureel opgedeeld in 7 afdelingen:

*Afdeling 1. — Algemene Bepalingen (art. 1 en 2)*

Artikel 1 behoeft geen commentaar.

In artikel 2 wordt een algemene bepaling overgenomen waarin wordt vastgesteld dat elke in dit besluit bedoelde subsidie niet hoger mag zijn dan de werkelijk door de begunstigde gedragen kosten.

*Afdeling 2. — Maatregelen betreffende de beroepsopleidingsovereenkomst*

In artikel 3 wordt bepaald dat de face-tot-face opleidingen die zijn stopgezet als gevolg van maatregelen om de verspreiding van de COVID-19-epidemie in te dammen, worden vervangen door opleidingen op afstand wanneer de opleiding dat toelaat.

Wanneer de opleiding niet op afstand kan worden gegeven, voorziet artikel 3 in de opschorting van beroepsopleidingsovereenkomsten met betrekking tot opleidingen die zijn onderbroken vanwege de COVID-19-crisis en verbiedt het de beëindiging ervan in de periode van 19 oktober 2020 tot en met 31 maart 2021. Deze bepaling is noodzakelijk omdat het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding ons enerzijds niet toelaat de situatie waarmee we geconfronteerd worden te beschouwen als een reden om de beroepsopleidingsovereenkomst op te schorten en anderzijds omdat de overeenkomst in principe automatisch wordt opgezegd na 28 dagen opschorting.

Artikel 4 verwijst dan weer naar het geval waarin een face-tot-face opleiding kan worden gegeven, maar niet volgens de gebruikelijke toepasselijke opleidingsregelingen. In dit geval worden de uren die niet worden verstrekt wegens de aanpassingen van de opleiding als gevolg van de sanitaire maatregelen zoveel mogelijk vervangen door opleidingsuren op afstand. Bij gebreke daarvan wordt de uitvoering van de beroepsopleidingsovereenkomst opgeschort voor de uren die niet face-tot-face konden worden gegeven of vervangen door opleidingsuren op afstand.

Ten slotte past artikel 5 de regelingen voor het sluiten van beroepsopleidingsovereenkomsten aan, waarbij het sluiten van de overeenkomst voor opleiding op afstand mogelijk wordt gemaakt, teneinde rekening te houden met de verstoringen die door de gezondheids crisis zijn ontstaan bij het beheer van beroepsopleidingsovereenkomsten.

*Afdeling 3. — Maatregelen betreffende de individuele beroepsopleiding*

In artikel 6 wordt de regeling voor het sluiten van de overeenkomsten opleiding-inschakeling (PFI) in het kader van een individuele beroepsopleiding binnen een onderneming aangepast, waarbij het sluiten van deze overeenkomsten op afstand mogelijk wordt gemaakt om bij het beheer van overeenkomsten opleiding-inschakeling rekening te houden met de verstoringen die door de gezondheids crisis zijn ontstaan.

Artikel 7 regelt de opschorting van de uitvoering van individuele beroepsopleidingen en voorziet in de automatische en informele verlenging van overeenkomsten opleiding-inschakeling.

Artikel 8 maakt het mogelijk om tussen 1 november en 31 december 2020 via FOREm een maandelijkse premie toe te kennen aan een stagiair wiens overeenkomst opleiding-inschakeling is opgeschort.

Het bepaalt de manier waarop de maandelijkse premie wordt berekend. Deze premie komt overeen met 70% van het bedrag van de premie die verschuldigd is in het kader van de door de stagiair gesloten overeenkomst opleiding-inschakeling. De premie wordt door FOREm betaald zonder enige financiële tussenkomst van de werkgever.

*Afdeling 4. — Maatregel betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling*

De subsidies voor de centra voor socioprofessionele inschakeling zijn afhankelijk van het aantal goedgekeurde en daadwerkelijk uitgevoerde opleidingsuren. De maatregelen die zijn genomen om de epidemie te bestrijden hebben onvermijdelijk geleid tot een vermindering van het aantal uren opleiding dat kan worden uitgevoerd.

Artikel 9 bepaalt dat de centra voor socioprofessionele inschakeling geacht worden 100% van de goedgekeurde opleidingsuren te hebben verstrekt tegen het jaar 2020. Het voorkomt een verlaging van de subsidie voor de centra voor socioprofessionele inschakeling, terwijl hun lasten en kosten grotendeels niet samendrukbaar zijn gebleven.

*Afdeling 5. — Maatregelen betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën*

De subsidies voor operatoren P.M.T.I.C. zijn afhankelijk van het aantal opleidingsuren waarvoor financiering is toegekend en van hun feitelijke prestaties. De maatregelen die zijn genomen om de epidemie te bestrijden hebben onvermijdelijk geleid tot een vermindering van het aantal uren opleiding dat kan worden uitgevoerd.

Artikel 10 bepaalt dat operatoren P.M.T.C.I een subsidie ontvangen die overeenkomt met het aantal verstrekte opleidingsuren, ongeacht of deze daadwerkelijk zijn uitgevoerd. Hierdoor wordt vermeden dat de subsidie van de operatoren P.M.T.C.I wordt verlaagd, terwijl hun lasten en kosten grotendeels niet samendrukbaar zijn gebleven.

Artikel 11 definieert het bedrag per uur opleiding dat door operatoren P.M.T.C.I wordt betaald, maar niet wordt verstrekt.

*Afdeling 6. — Maatregelen betreffende de opleidingscheques*

Artikel 12 bepaalt dat opleidingen die in het kader van de regeling van opleidingscheques zijn erkend, op afstand kunnen worden gegeven om rekening te houden met het feit dat de opleidingen moesten worden aangepast in verband met de COVID-19-crisis.

Artikel 13 bepaalt dat de geldigheidsduur van de opleidingscheques, die de periode tussen 1 november 2020 en 31 maart 2021 bestrijkt, automatisch met drie maanden wordt verlengd.

*Afdeling 7. — Slotbepalingen*

Artikel 14 behoeft geen bijzondere commentaar.

Raad van State nr. 68.299/2

Afdeling Wetgeving  
Tweede kamer

De adviesaanvraag ingediend op 16 november 2020 door de Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten over een ontwerp van besluit van de Waalse Regering van bijzonder machten nr... betreffende verschillende bepalingen die in het kader van het "plan rebond COVID-19" zijn genomen inzake beroepsopleiding, krachtens artikel 138 van de Grondwet, werd op 23 november 2020 van de rol afgevoerd overeenkomstig artikel 84, § 4, tweede lid van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973.

**1 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 59 betreffende verschillende bepalingen die in het kader van het "plan rebond COVID-19" zijn genomen inzake beroepsopleiding, krachtens artikel 138 van de Grondwet**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, artikel 2;

Gelet op het decreet van 10 april 2003 betreffende de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn;

Gelet op het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën;

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling;

Gelet op het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005 tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 tot uitvoering van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 houdende uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 november 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 november 2020;

Gelet op het rapport van 13 november 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 5 dagen, gericht aan de Raad van State op 16 november 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de ontwikkeling van de gezondheids crisis COVID-19 en de maatregelen die door de verschillende bestuursniveaus zijn genomen en met name die welke aan het einde van het overlegcomité van 30 oktober 2020 zijn aangenomen om de verspreiding ervan te beperken;

Gelet op de diepgaande impact van deze crisis en de maatregelen die nodig zijn om de COVID-19-epidemie te bestrijden, met name voor de Waalse beleidsvormen inzake beroepsopleiding;

Overwegende dat de crisis de openbare sectoren en regelingen op het gebied van de beroepsopleiding en de doelstellingen die zij beogen te bereiken, in gevaar kan brengen;

Overwegende dat de voorziene maatregelen onontbeerlijk zijn om de werkgelegenheid in deze sector en de handhaving van de sociale prestaties voortvloeiend uit deze regelingen te garanderen;

Overwegende dat het, om het beginsel van de continuïteit van de openbare diensten te waarborgen, noodzakelijk is de organisatie van de openbare diensten belast met de regelingen betreffende de beleidsmaatregelen inzake beroepsopleiding aan te passen en er tegelijkertijd voor te zorgen dat de rechten van de begunstigden worden geëerbiedigd;

Overwegende dat het passend is de toegekende subsidies vrij te stellen en de eerbiediging van de rechten van de begunstigden te waarborgen in het kader van de regelingen betreffende de beleidsvormen inzake beroepsopleiding, teneinde de onvermijdelijke gevolgen van de COVID-19-epidemie te vernietigen, met uitsluiting van elk buitenkans-effect dat daaruit kan voortvloeien;

Gelet op de stopzetting van de beroepsopleidingen na de evolutie van de COVID-19-epidemie;

Overwegende dat het passend is, gezien de maatregelen die momenteel als gevolg van de gezondheids crisis worden opgelegd, de opleidingen op afstand te verstrekken wanneer het mogelijk is en de uitvoering van de beroepsopleidingsovereenkomst op te schorten wanneer dat niet mogelijk is;

Overwegende dat de rechten van de begunstigden die een beroepsopleiding volgen, bijgevolg moeten worden beschermd en dat de regels die van toepassing zijn op de opschorting van beroepsopleidingsovereenkomsten moeten worden aangepast;

Overwegende dat wanneer de face-to-face beroepsopleidingsactiviteiten opnieuw kunnen worden opgestart, de organisatie ervan verstoord zal blijven en zal moeten worden aangepast om rekening te houden met de hygiënemaatregelen die noodzakelijkerwijs van toepassing zullen zijn;

Overwegende dat het ook dienstig is de modaliteiten voor het sluiten van de nog toegestane beroepsopleidingsovereenkomsten te versoepelen, met name om tegemoet te komen aan de behoeften aan arbeidskrachten in essentiële sectoren;

Dat het ook voor de "PFI-contracten" geldt;

Gelet op de onderbreking van talrijke "PFI-contracten" als gevolg van de gezondheidscrisis en de noodzaak om de uitvoering ervan op te schorten, terwijl de duur van het "PFI-contract" wordt verlengd met een periode die gelijk is aan de duur van de opschorting;

Gelet op de financiële gevolgen van de opschorting voor stagiairs en met name voor kwetsbare groepen die al zwaar getroffen zijn door de gezondheidscrisis;

Gelet op de gevolgen van de crisis op de activiteiten van de centra voor socioprofessionele inschakeling en de operatoren P.M.T.I.C. en de noodzaak om hun subsidies vrij te stellen, aangezien zij kosten dragen die meestal niet samendrukbaar zijn;

Gelet op de effecten van de gezondheidscrisis op de organisatie en het verloop van de opleidingen en dus op het systeem van de opleidingscheques;

Gelet op de dringendheid van de uitvoering van deze maatregelen om het ermee beoogde doel te bereiken en overwegende dat elke vertraging bij de aanneming van deze maatregelen het effect ervan waarschijnlijk zal verminderen;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### *Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit en voor elke van de bepalingen die met betrekking tot de subsidiëring zijn vastgesteld, mag het bedrag van de subsidie niet hoger zijn dan de kosten die daadwerkelijk door de begunstigde worden gedragen, voor wat gesubsidieerd wordt.

#### *Afdeling 2. — Maatregelen betreffende de overeenkomst voor beroepsopleiding*

**Art. 3.** Wanneer de opleidingen die vallen onder een beroepsopleidingsovereenkomst in de zin van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding, wegens de gezondheidscrisis COVID-19 niet face-tot-face kunnen worden gegeven, moeten zij op afstand worden verstrekt wanneer de betrokken opleiding dit toelaat.

Wanneer de opleiding wegens de gezondheidscrisis COVID-19 niet face-tot-face noch op afstand kan worden gegeven, wordt de uitvoering van de beroepsopleidingsovereenkomst voor de gehele duur van de opschorting van de opleiding tussen 19 oktober en 31 maart 2021 opgeschort.

In afwijking van artikel 19, derde lid, van hetzelfde besluit kan de beroepsopleidingsovereenkomst, waarvan de uitvoering krachtens lid 2 is opgeschort, niet worden beëindigd.

**Art. 4.** Wanneer een beroepsopleiding die onder een beroepsopleidingsovereenkomst valt, ten gevolge van de aanpassingen die voortvloeien uit de toepassing van de gezondheidsvoorschriften die in het kader van de COVID-19-crisis zijn vastgesteld, face-t-face kan worden gegeven zonder te kunnen worden verstrekt volgens de wekelijkse regeling die gewoonlijk op de betrokken beroepsopleiding van toepassing is, worden de niet-verstreckte opleidingsuren binnen de perken van de beschikbare middelen vervangen door uren opleiding op afstand die beantwoorden aan de behoeften van de stagiair op het gebied van de verwerving van vaardigheden.

Wanneer de in het eerste lid bedoelde niet-verstreckte opleidingsuren niet door een opleiding op afstand kunnen worden vervangen, wordt de uitvoering van de beroepsopleidingsovereenkomst tijdens de betrokken uren opgeschort.

De leden 1 en 2 zijn van toepassing op elke opleiding die valt onder een beroepsopleidingsovereenkomst in de zin van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding en die tussen 19 oktober 2020 en 31 maart 2021 verstrekt wordt.

**Art. 5.** In afwijking van artikel 15 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding kan de beroepsopleidingsovereenkomst tot en met 31 maart 2021 geheel of gedeeltelijk op afstand worden aangegaan aan de hand van een elektronische identiteitskaart.

Indien de overeenkomst tot en met 31 maart 2021 niet op afstand kan worden gesloten volgens de in lid 1 vastgestelde modaliteiten, deelt elk van de partijen haar instemming per e-mail mee. Alle per e-mail meegedeelde instemmingen gelden als ondertekening.

In afwijking van artikel 13 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding kan de overeenkomst, voor de opleiding die tussen 19 oktober 2020 en 31 maart 2021 wordt gevolgd, met terugwerkende kracht worden gesloten indien de overeenkomst niet op afstand kan worden aangegaan vanwege de maatregelen die in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19 zijn genomen.

Wanneer de overeenkomst met terugwerkende kracht wordt gesloten, worden de voordelen die krachtens het besluit van de Waalse regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen, voor de in lid 2 bedoelde opleidingsperiode worden toegekend, met het oog op de vereffening ervan, berekend vanaf de datum van het begin van de opleiding.

#### *Afdeling 3. — Maatregelen betreffende de individuele beroepsopleiding*

**Art. 6.** Voor de toepassing van artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 houdende uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding kan de opleidingsovereenkomst tussen 1 november 2020 en 31 maart 2021 geheel of gedeeltelijk op afstand worden gesloten door middel van een elektronische identiteitskaart.

Indien de overeenkomst tussen 1 november 2020 en 31 maart 2021 niet op afstand kan worden gesloten volgens de in lid 1 vastgestelde modaliteiten, deelt elk van de partijen haar instemming per e-mail mee. Alle per e-mail meegedeelde instemmingen gelden als ondertekening.



**Art. 7.** In afwijking van artikel 6, § 2, lid 1, van hetzelfde besluit leidt elke opschorting, als gevolg van de COVID-19-crisis, van de uitvoering van de overeenkomst opleiding-inschakeling die tussen 19 oktober 2020 en 31 maart 2021 lopend is, tot een automatische verlenging van de oorspronkelijke duur van de opleiding-inschakeling met een duur die gelijk is aan de opschortingsperiodes.

In geval van opschorting van de uitvoering van de in lid 1 bedoelde overeenkomst opleiding-inschakeling stelt de werkgever de FOREM zo spoedig mogelijk in kennis van de datum van begin en einde van de opschorting.

De opschorting van de uitvoering van de in lid 1 bedoelde overeenkomst opleiding-inschakeling eindigt uiterlijk op 31 maart 2021.

De in lid 1 bedoelde verlenging is automatisch en houdt het sluiten van een aanhangsel bij de overeenkomst opleiding-inschakeling, waarvan de uitvoering is opgeschort, niet in.

**Art. 8.** § 1. In afwijking van artikel 6 van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding ontvangt een stagiair wiens uitvoering van de overeenkomst opleiding-inschakeling overeenkomstig artikel 7 is opgeschort, een maandelijks premie.

§ 2. De in § 1 bedoelde premie wordt toegekend voor de periode tussen 1 november 2020 en 31 december 2020, en binnen de grenzen van de duur van de opschorting van de overeenkomst opleiding-inschakeling.

§ 3. Het bedrag van de in § 1 bedoelde maandelijks premie wordt berekend als volgt :

$$a \times (b/c) \times 70\% ;$$

waar:

- "a" is gelijk aan het maandelijks bedrag van de in artikel 13, § 1, eerste en tweede lid, van hetzelfde besluit bedoelde premie, berekend op de dag vóór de opschorting of de beëindiging van de overeenkomst opleiding-inschakeling;

- "b" is gelijk aan het aantal dagen van de betrokken maand, waarin de overeenkomst opleiding-inschakeling niet is uitgevoerd als gevolg van de opschorting ervan;

- "c" is gelijk aan het aantal maandelijks gepresteerde dagen, zoals bepaald in de overeenkomst opleiding-inschakeling die van kracht is op de dag voorafgaand aan de opschorting ervan.

Voor de berekening van "a" houdt de "FOREM" rekening met het dagelijkse bedrag van de toelagen, inkomsten of vergoedingen bedoeld in artikel 6, tweede lid, 1°, van hetzelfde decreet en in artikel 13, § 1, eerste tot en met derde lid, van hetzelfde besluit, bekend op de dag vóór de in § 1 bedoelde gebeurtenis.

§ 4. De "FOREM" betaalt de in § 1 bedoelde maandelijks premie zonder enige financiële tussenkomst van de werkgever.

#### *Afdeling 4. — Maatregel betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling*

**Art. 9.** In afwijking van artikel 17, § 5, van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socio-professionele integratie en van artikel 33 van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 tot uitvoering van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socio-professionele integratie wordt het centrum voor socio-professionele inschakeling voor het jaar 2020 onweerlegbaar geacht 100% van de erkende opleidingsuren te hebben verstrekt.

#### *Afdeling 5. — Maatregelen betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën*

**Art. 10.** Voor de toepassing van artikel 10, § 1, van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën wordt de opleidingsoperator voor het jaar 2020 onweerlegbaar geacht een aantal opleidingsuren te hebben verstrekt dat gelijk is aan het aantal opleidingsuren dat voor het jaar 2020 is toegekend, inclusief de toegekende overuren.

**Art. 11.** Voor de toepassing van artikel 10 is het bedrag van de subsidie voor het toegekende, maar niet gepresteerde opleidingsuur gelijk aan 7,50 EUR.

#### *Afdeling 6. — Maatregelen betreffende de opleidingscheques*

**Art. 12.** In afwijking van artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn, kunnen de eerder door de Regering erkende opleidingen tot en met 30 juni 2021 op afstand worden gegeven.

**Art. 13.** De geldigheidsduur van de opleidingscheques waarvan de geldigheidsdatum de periode tussen 1 oktober 2020 en 31 maart 2021 bestrijkt, wordt automatisch verlengd met een periode van drie maanden.

#### *Afdeling 7. — Slotbepalingen*

**Art. 14.** De Minister bevoegd voor beroepsopleiding is belast met de uitvoering van dit besluit

Namen, 1 december 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE